

## **ORGANES**

### **Commission de gestion**

#### **Représentants de l'employeur**

M. Jacques-André **SCHNEIDER**, président  
Mme Nadine **REY**, collaboratrice économique à  
l'Administration cantonale des finances  
M. David **CHAMBOVEY**, Synchrony Asset Management  
M. Jacques **DARIOLY**, chef du Service administratif DECS  
M. Pascal **MABILLARD**, collaborateur scientifique au  
Service de l'enseignement  
Mme Anne-Lyse **SALAMIN PERRUCHOUD**, avocate et  
notaire

#### **Représentants des employés**

M. Gérald **DUC**, enseignant au CO, vice-président  
M. Hans-Peter **ANTHAMATTEN**, enseignant au CO\*  
M. Dominique **DUBUIS**, enseignant  
M. Rolf **EGGEL**, Secrétaire général OLLO  
M. Bernhard **MEICHTRY**, enseignant  
M. Claude **RAPILLARD**, enseignant

#### **Organe de contrôle**

Inspection cantonale des Finances

#### **Réviseurs de comptes**

M. Jean-Michel ROUX  
M. Raymond WILLISCH\*

#### **Expert agréé**

HEWITT SA, Neuchâtel  
M. Francis BOURQUIN, actuaire

#### **Bureau de la Commission de Gestion**

M. Jacques-André Schneider, président  
M. Gérald Duc, vice président  
M. Patrice Vernier, directeur

#### **Commission de placement**

M. Jacques-André Schneider, président  
M. Gérald Duc, vice président  
M. Patrice Vernier, directeur  
M. Dominique Dubuis  
M. David Chambovey

#### **Commission immobilière**

M. Patrice Vernier, président  
M. Gérald Duc  
M. Dominique Dubuis  
M. David Fadi

#### **Gestion**

M. Patrice Vernier

#### **Administration**

Avenue de la Gare 17a, 1950 Sion  
Tf 027/ 322.57.86 - Fax 027/ 323.61.05  
Site Internet [www.crpe.ch](http://www.crpe.ch)

\* Démissionnaire en 2005

## **EXERCICE 2004 : vue d'ensemble**

Avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

|   | <b>2004</b>          | <b>2003</b>        | <b>Variation</b> |
|---|----------------------|--------------------|------------------|
| <b>Nombre d'assurés actifs</b>  | <b>3937</b>          | 3926               | + 11             |
| <b>Nombre de pensionnés</b>   | <b>1310</b>          | 1270               | + 40             |
| <b>Nouveaux retraités</b>   | <b>56</b>            | 62                 | - 6              |
| <b>Rapport démographique</b>  | <b>3.01</b>          | 3.09               |                  |
| <b>Prestations</b>  |                      |                    |                  |
| - <b>Sous forme de rentes</b>   | <b>45'704'161</b>    | 43'225'899         | 5.73%            |
| - <b>LP, divorces</b>   | <b>6'526'834</b>     | 6'770'998          | -3.61%           |
| - <b>Accès à la propriété</b>   | <b>3'354'535</b>     | 4'605'107          | -27.16%          |
| <b>Charges d'exploitation</b>   | <b>1'611'234</b>     | 1'615'483          | -0.26%           |
| <b>Charges de la fortune<br/>(avec amortissement et pertes réalisées)</b> | <b>8'537'831</b>     | 35'195'403         | -75.74%          |
| <b>Cotisations</b>  |                      |                    |                  |
| - <b>Employeur</b>  | <b>29'415'280</b>    | 29'304'827         | 0.38%            |
| - <b>Employé</b>  | <b>19'649'587</b>    | 19'600'585         | 0.25%            |
| <b>Produits de la fortune</b>   | <b>22'140'101</b>    | 34'116'118         | -35.10%          |
| <b>Excédent de dépenses de l'exercice*</b>                                | <b>26'288'657</b>    | <b>39'629'011</b>  | -33.66%          |
| <b>Capital de couverture des engagements</b>                              | <b>421'487'675</b>   | <b>394'096'540</b> | 6.95%            |
| <b>Patrimoine à la valeur boursière du 31.12.</b>                         | <b>423'227'069</b>   | <b>411'398'868</b> | 2.88%            |
| <b>Engagements mathématiques</b>  | <b>1'028'268'000</b> | <b>988'718'000</b> | 4.00%            |
| <b>Taux de couverture des engagements</b>                                 | <b>41.00%</b>        | <b>41.00%</b>      |                  |
| <b>Taux de couverture des rentes en cours</b>                             | <b>88.55%</b>        | 88.95%             |                  |

\* y compris engagements

## **INTRODUCTION**

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs les délégués,

### **Aperçu général**

L'année 2004 conservera encore les mêmes qualificatifs que ceux attribués à l'exercice 2003, à savoir pénible et difficile pour les affaires judiciaires, parlementaires et administratives en cours, riche pour toutes les activités réalisées, satisfaisante pour les résultats financiers obtenus et porteuse d'espoir eu égard aux travaux effectués concernant les mesures d'assainissement futures à mettre en place.

Malgré ces nombreux défis, la Caisse a mis un effort principal sur une professionnalisation de son fonctionnement interne par l'élaboration d'un règlement de procédures, d'un cahier des charges des collaborateurs et d'un règlement de signatures. Elle a par ailleurs également, suite à une nouvelle analyse de ses actifs et passifs, modifié son allocation stratégique d'investissement et remodelé sa structure financière selon un concept simple et précis. Avec l'objectif de contrôler le suivi de la gestion de son parc immobilier, la Caisse a constitué une commission immobilière dont les compétences ont été définies dans un règlement immobilier.

On ne saurait finalement évoquer cette année sans parler des diverses analyses effectuées par la Caisse avec son expert pour le compte du groupe de travail chargé de proposer au Conseil d'Etat des mesures d'assainissement pour les deux Caisses de la fonction publique. Ces mesures font aujourd'hui l'objet d'un rapport final tenant compte également des propositions faites par la FMEF. Nous rappelons les principales mesures proposées : allongement de l'activité jusqu'à 62 ans, harmonisation et financement paritaire du Pont AVS, gel partiel des rentes, recapitalisation partielle du découvert technique. D'autres objectifs restent également à l'étude : niveau du degré de couverture à atteindre, fusion des deux caisses publiques, passage en primauté de cotisations et garantie de l'Etat.

2004 aura permis à la Caisse de dégager un bénéfice financier de **CHF 13'261'343.-**. Ce résultat n'aura toutefois pas permis de couvrir en totalité l'augmentation des engagements d'assurance qui se sont élevés à **CHF 39'550'000.-**, si bien que l'exercice se termine avec un excédent de charges de **CHF 26'288'657.-** contre CHF 39'629'011.- en 2003.

Au terme d'un exercice boursier positif, la fortune de la Caisse s'élève à **CHF 423'227'069.-**. Elle s'est accrue de **CHF 18'522'311.-** y compris la dissolution des réserves latentes existantes au 31.12.2003.

Le rapport recettes et dépenses de prévoyance, légèrement excédentaire en 2003, s'est amélioré en 2004 pour atteindre 102%. Il n'en demeure pas moins que même si ce ratio est aujourd'hui encore positif, l'évolution démographique de la Caisse annonce un retournement de tendance à très court terme.

Le capital de couverture des prestations s'élève à **CHF 421'487'675** au 31 décembre 2004, ce qui représente le **88,55%** de la réserve mathématique des rentes en cours contre 88,95% l'année précédente.

Le degré de couverture de la Caisse aura pu être maintenu à **41%**. En tant que Caisse de collectivité publique, la LPP autorise une dérogation au principe de la capitalisation complète pour autant que cette collectivité publique garantisse le paiement des prestations dues en vertu du règlement. Cette garantie a été donnée à notre Institution par l'Etat du Valais. Le **découvert comptable**, en revanche continue d'augmenter et atteint au 31 décembre 2004 **CHF 607 millions** contre CHF 595 millions au 31 décembre 2003.

## **Commissions et Administration**

La CRPE a poursuivi la réorganisation de ses structures entamée en 2003 déjà. Elle a principalement et parallèlement dû mener de front des actions judiciaires d'affaires pénales, civiles et administratives actuellement encore pendantes. Suite au rapport de l'Inspection des Finances qui invitait la Commission de gestion à prendre toutes les dispositions à même de sauvegarder par voies légales les intérêts de la Caisse, elle a confié à la société Ecofin Inv. Consulting AG, un mandat d'expertise économique sur les placements en valeurs mobilières effectués durant la période 1997-2002. Finalement, suite à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire CRPE en mai 2004, elle a également dû mettre à disposition de cette dernière toutes les informations utiles à l'élaboration de son rapport visant à examiner les diverses responsabilités des organes en relation avec l'administration de la Caisse.

En remplacement de Mme Aloïsia PLASCHY ainsi que de MM. Siegfried Burgener et Gaspard Fournier, démissionnaires et représentants des enseignants, l'Assemblée des délégués a nommé le 16 juin 2004 M. Rolf Eggel, secrétaire général de l'OLLO, M. Bernhard Meichtry, enseignant à Sion et M. Claude Rapillard, enseignant à Vétroz comme nouveaux membres de la Commission de gestion dès le 1<sup>er</sup> septembre 2004.

L'administration de la Caisse compte le même nombre d'unités à fin 2004 qu'à fin 2003, à savoir 5,85.

S'étant réunie à neuf reprises en 2004, la Commission de gestion, organe paritaire responsable de la gestion de la Caisse, a pris les principales décisions suivantes :

- Renouvellement pour une année supplémentaire du mandat à la présidence de la Caisse de Me Jacques-André Schneider,
- Analyse des mesures d'assainissement de la Caisse en collaboration avec le groupe de travail chargé de cette tâche, présentation et information aux assurés,
- Adaptation des statuts suite à la 1<sup>ère</sup> révision LPP (Avenant no 2),
- Approbation des modifications statutaires concernant l'accession à la propriété du logement (Avenant no 3),
- Restructuration des placements suite à l'analyse Actifs-Passifs réalisée en 2003,
- Approbation de l'extension des possibilités de placement aux produits dits « non-traditionnels » ou « alternatifs »,
- Rédaction des cahiers de charges des collaborateurs administratifs,
- Etablissement d'un règlement de signatures spécifiant les conditions d'engagement de la Caisse,
- Elaboration d'un rapport de procédures administratives internes,
- Mise en place du premier séminaire de formation pour les membres de la Commission de gestion,
- Acceptation de dissolution du Fonds spécial prévu par les statuts,
- Décision de non-adaptation des rentes au renchérissement pour 2005.

Sur l'année, le personnel administratif de la Caisse a reçu 284 visites d'assurés.

## STATISTIQUES DES ASSURES ACTIFS ET PENSIONNES

### Effectif des assurés actifs

Au 31.12.2004, la Caisse comptait 3937 affiliés dont 3302 salariés de l'Etat provenant des écoles publiques, (CO, primaires, enfantines). Les autres 635 font partie des institutions affiliées répondant aux critères de l'art. 4 al. 2 des statuts. Ceci correspond à une augmentation de 0,28% de l'effectif par rapport à 2003. Voici l'évolution annuelle nette des effectifs :

|                                     | <b>2004</b> | <b>2003</b> |
|-------------------------------------|-------------|-------------|
| Effectif au 1 <sup>er</sup> janvier | 3926        | 3854        |
| Affiliations                        | + 226       | + 285       |
| Démissions                          | ././ 143    | ././ 130    |
| Mises à la retraite                 | ././ 56     | ././ 62     |
| Nouveaux invalides                  | ././ 15     | ././ 18     |
| Anciens invalides                   |             |             |
| Décès d'assurés actifs              | ././ 1      | ././ 3      |
| <b>Effectif net</b>                 | <b>3937</b> | <b>3926</b> |

### Admissions

Au cours de l'année 2004, la Commission de gestion a admis **245** nouveaux membres dont 19 avec effet rétroactif pour 2003. Ceux-ci sont répartis géographiquement de la façon suivante :

|                              | <u>Ht-Valais</u> | <u>Bas-Valais</u> | <u>Total</u> |
|------------------------------|------------------|-------------------|--------------|
| • Admissions sans réserves   | 40               | 102               | 142          |
| • Admissions avec réserves   | 8                | 20                | 28           |
| • Réadmissions sans réserves | 18               | 24                | 42           |
| • Réadmissions avec réserves | 2                | 1                 | 3            |
| • Transferts                 | 10               | 17                | 27           |
| • Transferts avec réserves   | 1                | 2                 | 3            |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>79 (32%)</b>  | <b>166 (68%)</b>  | <b>245</b>   |

## Effectif des assurés pensionnés

### Nouvelles rentes de retraite

En 2004, 56 membres ont fait valoir leur droit à la retraite. Ces nouveaux retraités se répartissent de la façon suivante :

| <u>Âges</u>   | <u>Nombre</u> | <u>Hommes</u> | <u>Femmes</u> |
|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 65            | 4             | 4             | 0             |
| 64            | 1             | 1             | 0             |
| 63            | 3             | 1             | 2             |
| 62            | 1             | 0             | 1             |
| 61            | 4             | 2             | 2             |
| 60            | 7             | 4             | 3             |
| 59            | 11            | 7             | 4             |
| 58            | 13            | 13            | 0             |
| 57            | 6             | 3             | 3             |
| 56            | 3             | 1             | 2             |
| 55            | 3             | 1             | 2             |
| <b>TOTAUX</b> | <b>56</b>     | <b>37</b>     | <b>19</b>     |

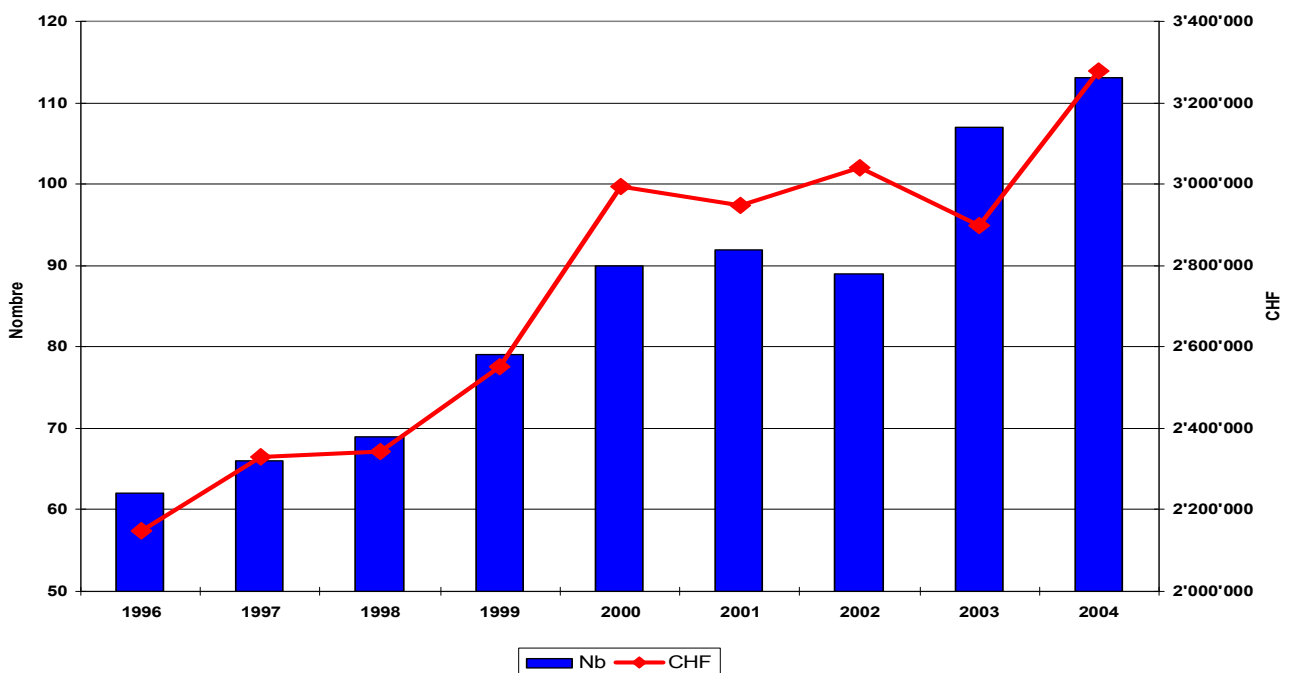
Parmi ces 56 nouveaux retraités, 36 (25 H + 11 F) ont pris une retraite anticipée, ce qui représente le 64 % des nouveaux pensionnés. La proportion Homme - Femme reste encore de 65% - 35%. La tendance devrait s'inverser d'ici 3 à 4 ans.

### Rentes pour incapacité de travail (RIT)

La Commission de gestion a également octroyé **15** nouvelles rentes pour incapacité de travail qui se répartissent de la façon suivante :

- 7 RIT à 100 %
- 1 RIT à 73,4%
- 5 RIT à 50 %
- 1 RIT à 46,016 %
- 1 RIT à 29,163%

### Evolution des RIT en nombre et en CHF



La forte croissance de 2003 s'est un peu atténuée en 2004. La tendance reste cependant toujours haussière. Le coût moyen par assuré invalide est passé de CHF 27'070.- à CHF 28'997.-. La moyenne d'âge des bénéficiaires de rentes d'invalidité se situe à environ 54 ans. Compte tenu des décès intervenus en cours d'année, des rentes arrivées à échéance et des reprises d'activité le nombre total des RIT, par rapport à 2003, a augmenté de 6 unités passant de 107 à **113**.

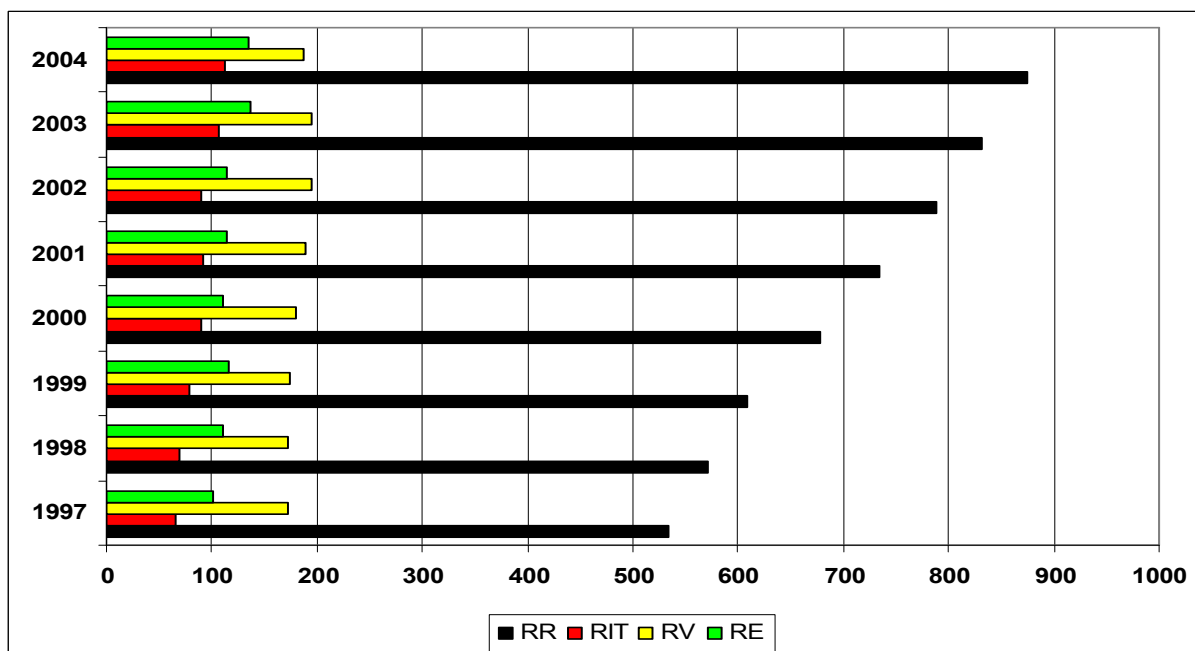
### Situation des rentes au 31.12.2004

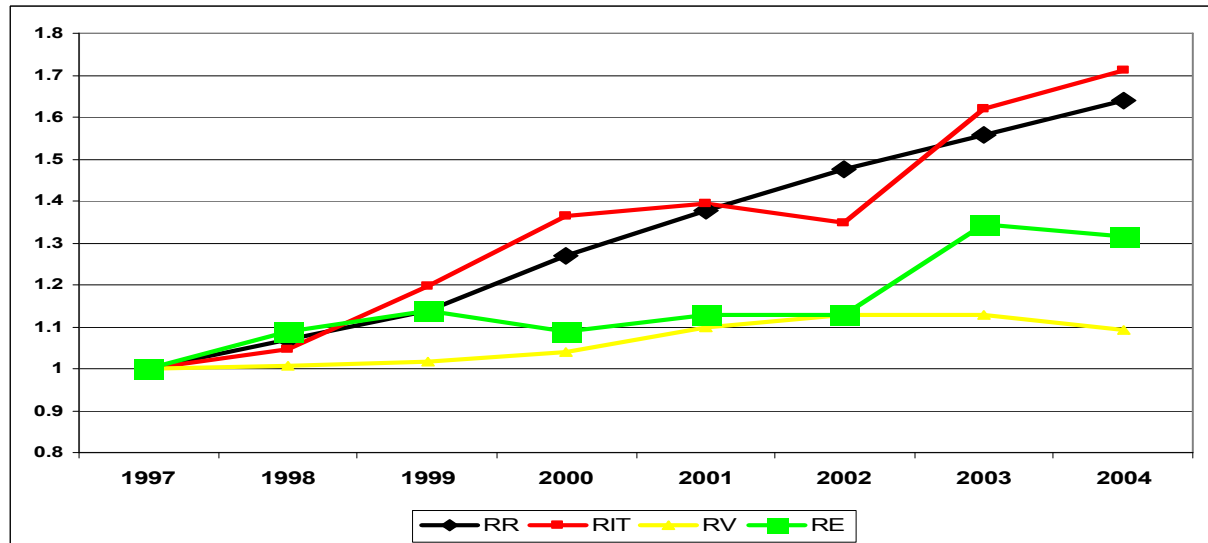
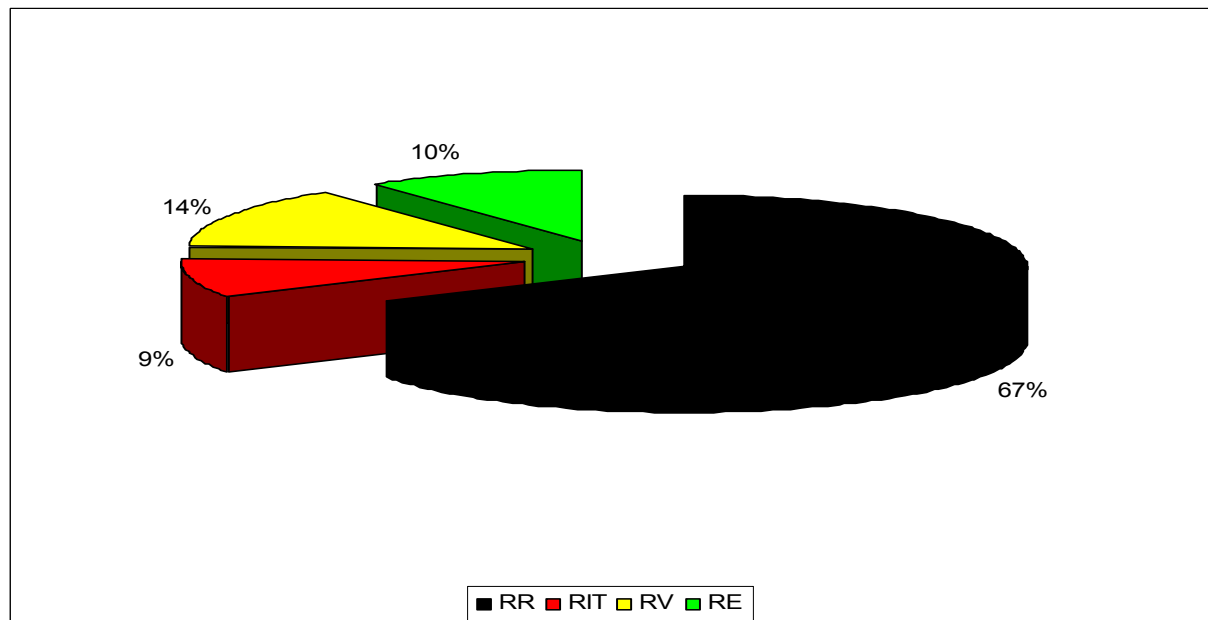
|   | <u>2004</u> | <u>2003</u> |
|---|-------------|-------------|
| - Rentes de retraite (âge moyen: 68,51 ans)             | 875         | 832         |
| - Rentes pour incapacité de travail partielle ou totale | 113         | 107         |
| - Rentes de veuves                                      | 154         | 154         |
| - Rentes de veufs                                       | 34          | 40          |
| - Rentes d'enfants et d'orphelins                       | 134         | 137         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>1310</b> | <b>1270</b> |

Le nombre de rentiers toutes rentes confondues a augmenté de 40 unités.

### Evolution des rentes par catégories depuis 1997

|                                 | 1997       | 1998       | 1999       | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        | 2004        |
|---------------------------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Rentes de retraite              | 543        | 571        | 608        | 677         | 735         | 788         | 832         | 875         |
| (Age moyen)                     | 70,9       | 70,8       | 70,1       | 69,3        | 68,7        | 68,6        | 68,6        | 68,5        |
| Rentes Invalidité               | 66         | 69         | 79         | 90          | 92          | 89          | 107         | 113         |
| Rentes de veuves                | 151        | 147        | 149        | 150         | 155         | 157         | 154         | 154         |
| Rentes de veufs                 | 21         | 26         | 26         | 29          | 34          | 37          | 40          | 34          |
| Rentes d'enfants et d'orphelins | 102        | 111        | 116        | 111         | 115         | 115         | 137         | 134         |
| <b>Total</b>                    | <b>883</b> | <b>924</b> | <b>978</b> | <b>1057</b> | <b>1131</b> | <b>1186</b> | <b>1270</b> | <b>1310</b> |



**Evolution des rentes en %****Répartition des rentes en %****Remarques sur l'évolution du rapport démographique de la Caisse**

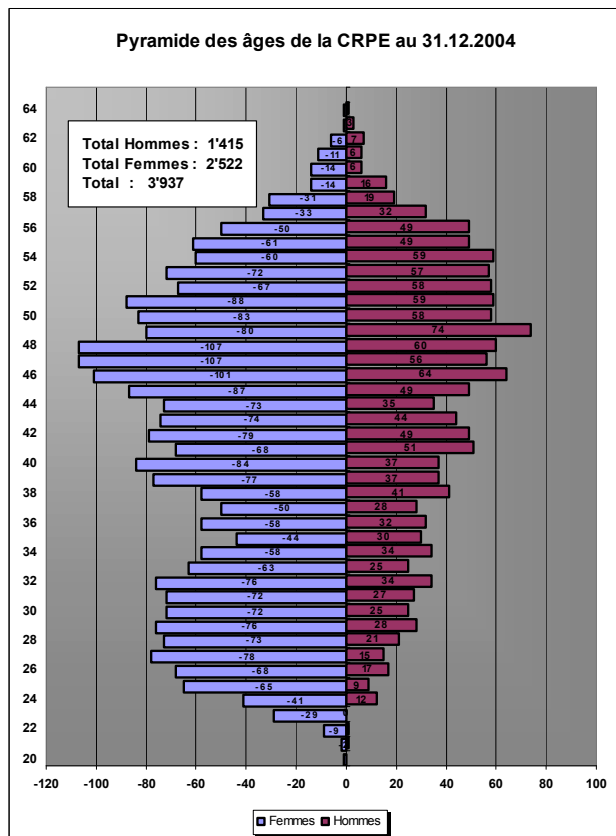
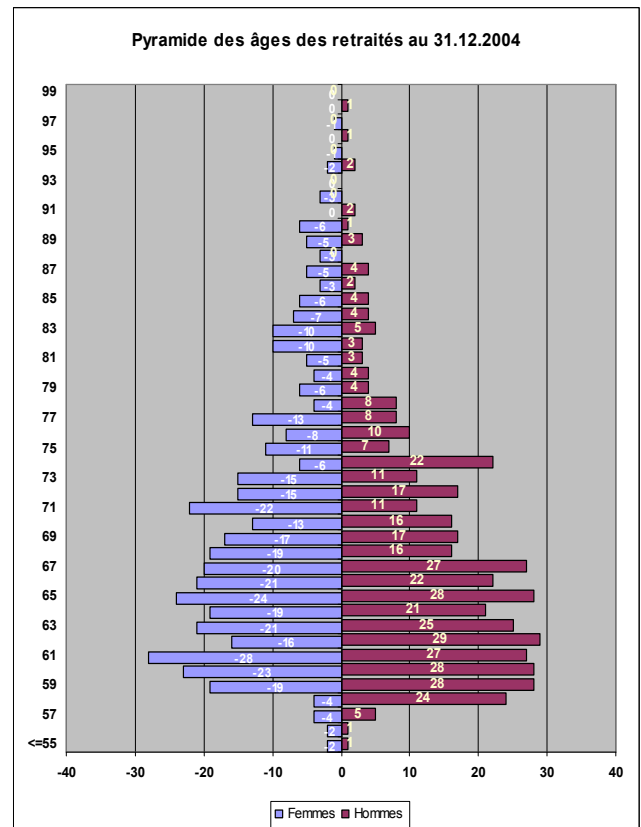
La pyramide des âges des assurés actifs reflète la difficulté à laquelle sera bientôt confrontée notre Institution. D'ici environ 5 ans, ce ne seront pas moins de 120 à 130 enseignants qui partiront à la retraite chaque année, soit environ 2 fois plus qu'aujourd'hui.

Les retraites anticipées constituent toujours la majorité des départs ; en 2004, sur 56 nouveaux retraités, plus de 60% ont fait valoir leur droit à une retraite anticipée. Cette situation est doublement néfaste pour notre Caisse : elle devra payer davantage de rentes et encaisser moins de cotisations.

L'âge moyen des retraités continue sa tendance baissière. Il y a 10 ans, il était encore de 71,6 pour se situer fin 2004 à **68,5 années**. Ce facteur associé à celui de l'augmentation globale de la longévité exerce une influence non négligeable sur les engagements financiers de la Caisse.

Le rapport démographique continue de fléchir et passe de 3,09 à 3,01 actifs pour 1 pensionné. L'effectif des pensionnés continue sa rapide progression et passe de 1270 à 1310 en 2004. Ceci correspond à une progression de 3,15% après celle de 7,08% en 2003.



**Pyramide des âges des actifs****Pyramide des âges des retraités****Autres renseignements statistiques**

|                                   |        | <b>31.12.2004</b> | <b>31.12.2003</b> | <b>+/--%</b> |
|-----------------------------------|--------|-------------------|-------------------|--------------|
| Traitements assurés               |        | 224 447 000       | 223 670 000       | +0,3%        |
| Traitement assuré moyen           |        | 57 000            | 57 000            | 0,0%         |
| Rentes de retraites assurées      |        | 121 992 000       | 122 095 000       | - 0,1%       |
| Rente de retraite assurée moyenne |        | 31'000            | 31'100            | - 0,3%       |
| Age moyen des assurés actifs      | Hommes | 44,45 ans         | 44 ans            |              |
|                                   | Femmes | 41,1 ans          | 40,7 ans          |              |
| Rente moyenne de retraite servie  |        | 35'900            | 35'400            | +1.4%        |

## **LEGISLATION SOCIALE**

### **Mise en place de la 1<sup>ère</sup> révision LPP**

La mise en place de la 1<sup>ère</sup> révision LPP s'est poursuivie en 2004 avec l'introduction des deux premiers paquets l'un en avril 2004 et l'autre dès le 01.01.2005. Cette première révision intègre l'évolution sociale et économique que le 2<sup>ème</sup> pilier a vécu ces vingt dernières années. Les thèmes essentiels sont notamment l'égalité entre hommes et femmes, l'augmentation de l'espérance de vie, l'amélioration de la prévoyance pour les travailleurs à temps partiel et à revenus modestes. Elle est caractérisée par une entrée en vigueur échelonnée sur trois périodes : la première s'est faite en avril 2004, la deuxième est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et la dernière pour le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Le premier paquet concernait l'amélioration de la transparence dans la présentation des comptes et dans la communication. Cela signifie que les Caisses de pension devront désormais constamment rendre transparente leur situation financière, faire le nécessaire pour assurer la formation de ses organes dirigeants et informer les assurés des données concernant le financement et l'organisation de la Caisse.

Le deuxième paquet concerne les principaux points suivants :

#### **1) Bases de calcul :**

Cercle des personnes assurées : La modification prévue dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> révision LPP rendra l'affiliation obligatoire à la Caisse pour tout enseignant disposant d'un traitement annuel minimum de CHF 19'350.- et non plus de CHF 25'320.-.

Montant de coordination : Celui-ci passera de CHF 25'320.- à CHF 22'575.-. Toutefois, ce point ne concerne pas la CRPE qui conservera comme montant de coordination le 15% du traitement déterminant.

Taux de cotisation : La révision supprime la différence entre les classes d'âge des hommes et des femmes. Là aussi, la CRPE n'est pas concernée par cette mesure puisque le taux de cotisation est unique à 22% pour les hommes comme pour les femmes.

#### **2) Prestations :**

Taux de conversion : la révision parle d'un abaissement progressif de ce taux de 7,2% à 6,8%. La CRPE n'est à nouveau pas concernée par cette mesure puisque l'assuré qui compte 37 années de sociétariat (40 avec les nouveaux statuts) bénéficie d'une rente à la retraite (60 ans) de 60%.

Versement de l'avoir de retraite en capital : Jusqu'à présent, la Caisse n'offrait pas cette possibilité. Avec la 1<sup>ère</sup> révision LPP, elle permet à l'assuré de recevoir le quart de son avoir de vieillesse LPP sous forme de capital.

Prestations d'invalidité : Pas de changement pour la CRPE malgré un nouveau tarif fixé pour la LPP.

Rente de conjoint : La LPP, nouvelle version, introduit la notion de rente de veuf. Celle-ci est déjà prévue par les statuts de la CRPE, donc pas de changement non plus.

Partenaire : La LPP introduit dans la loi une nouvelle liste de bénéficiaires possibles. Le partenaire est ajouté à cette liste. La Caisse n'envisage pas pour l'instant de modifier ses bénéficiaires.

#### **3) Versement des prestations :**

Compensation du renchérissement : Les institutions de prévoyance doivent décider chaque année si et dans quelle mesure elles entendent adapter les rentes. Cette décision doit être étayée dans les comptes annuels ou le rapport annuel de l'institution.

**4) Autres adaptations :**

Outre ces améliorations du plan de prévoyance, la 1<sup>ère</sup> révision LPP apporte une série d'autres modifications, dont certaines s'appliqueront également à la prévoyance surobligatoire. Nous pouvons mentionner par exemple les conditions améliorées des droits aux prestations d'invalidité, des règles de prescription et de conservation de documents plus sévères.

Le troisième et dernier train de mesures enfin aura pour objet, outre de préciser la notion de prévoyance, d'instaurer de nouvelles dispositions en matière de rachat. Ces mesures auront des répercussions sur les déductions fiscales liées à la prévoyance professionnelle.

**Conclusion :** La mise en place de cette révision a été laborieuse. Elle a nécessité une modification des statuts de la Caisse (Avenant no 2) qui, fort heureusement pour notre Institution, n'a pas nécessité d'importantes restructurations techniques. Il nous reste donc à finaliser cette dernière étape et la 1<sup>ère</sup> révision LPP sera sous toit pour notre Institution.

## **PLACEMENTS**

### **L'année boursière 2004**



**Performance des marchés obligataires en 2004**

| Marchés | Performance en ML | Variation monétaire | Performance en CHF |
|---------|-------------------|---------------------|--------------------|
| Suisse  | 4.63%             | -                   | 4.63%              |
| Euro    | 7.40%             | -0.80%              | 6.60%              |
| GB      | 5.90%             | -1.30%              | 4.60%              |
| USA     | 3.45%             | -8.00%              | -4.55%             |
| Japon   | 1.75%             | -3.80%              | -2.05%             |
| Monde   | -                 | -                   | 1.27%              |

**Performance des marchés actions en 2004**

| Marchés    | Performance en ML | Variation monétaire | Performance en CHF |
|------------|-------------------|---------------------|--------------------|
| SPI CH     | 6.89%             | -                   | 6.89%              |
| Euro MSCI  | 12.41%            | -0.80%              | 11.61%             |
| GB MSCI    | 11.24%            | -1.30%              | 9.94%              |
| USA S&P500 | 10.87%            | -8.00%              | 2.87%              |
| Japon MSCI | 10.41%            | -3.80%              | 6.61%              |
| Monde MSCI | 11.61%            | -8.00%              | 3.61%              |

## **BILAN AU 31 DECEMBRE 2004**

| <b>ACTIFS</b>                           |               |                       |                       |
|---|---------------|-----------------------|-----------------------|
|   | <b>Annexe</b> | <b>2004</b>           | <b>2003</b>           |
| <b>Liquidités</b>                       |               | <b>23'052'419.12</b>  | <b>43'503'265.95</b>  |
| Comptes bancaires                       |               | 21'052'419.12         | 40'378'959.94         |
| Placements monétaires                   |               | 2'000'000.00          | 3'124'306.01          |
| <b>Débiteurs</b>                        |               | <b>1'907'759.98</b>   | <b>1'308'262.07</b>   |
| Impôt anticipé                          |               | 1'117'042.03          | 775'968.66            |
| Créances Employeur Pont AVS             | 3.1           | 203'072.00            | 23'889.20             |
| Créances Assurés                        | 3.1           | 75'245.00             | 45'124.70             |
| Autres créances                         | 3.1           | 404'592.00            | 370'146.11            |
| Créances Régies Immobilières            |               | 107'808.95            | 93'133.40             |
| <b>Immobilisé</b>                       |               | <b>313'593.00</b>     | <b>348'501.00</b>     |
| Mobilier et machines de bureau          |               | 13'500.00             | 27'000.00             |
| Matériel informatique y.c. logiciels    |               | 261'342.00            | 244'000.00            |
| Machines et appareils de nettoyage      |               | 1.00                  | 1.00                  |
| Aménagement bureaux CRPE                |               | 38'750.00             | 77'500.00             |
| <b>Actifs transitoires</b>              |               | <b>3'195'664.27</b>   | <b>3'214'349.93</b>   |
| Intérêts courus                         |               | 2'548'353.29          | 2'980'216.26          |
| Autres actifs transitoires              |               | 647'310.98            | 234'133.67            |
| <b>Placements en valeurs nominales</b>  | <b>3.2</b>    | <b>161'138'681.86</b> | <b>168'169'656.00</b> |
| Obligations suisses et titres analogues |               | 97'706'274.40         | 117'875'340.40        |
| Obligations étrangères en CHF           |               | 19'190'850.00         | 20'700'000.00         |
| Obligations en monnaies étrangères      |               | 43'055'818.76         | 27'193'508.00         |
| Prêts hypothécaires aux assurés         |               | 1'185'738.70          | 2'400'807.60          |
| <b>Placements en valeurs réelles</b>    |               | <b>233'618'951.20</b> | <b>188'160'723.11</b> |
| <b>Actions</b>                          | <b>3.2</b>    | <b>111'784'775.37</b> | <b>85'688'423.11</b>  |
| Actions suisses et titres analogues     |               | 58'433'860.79         | 47'484'185.81         |
| Actions étrangères et titres analogues  |               | 53'350'914.58         | 38'204'237.30         |
| <b>Placements alternatifs</b>           | <b>3.2</b>    | <b>22'155'325.83</b>  | <b>0.00</b>           |
| <b>Immeubles et copropriétés</b>        |               | <b>99'678'850.00</b>  | <b>102'472'300.00</b> |
| Bâtiments                               |               | 84'038'650.00         | 85'908'000.00         |
| Terrains y.c. construction Tanneries    |               |                       |                       |
| Copropriétés immobilières               |               | 15'640'200.00         | 16'564'300.00         |
| <b>TOTAL DES ACTIFS</b>                 |               | <b>423'227'069.43</b> | <b>404'704'758.06</b> |

| <b>PASSIFS</b>                               |               |                       |                       |
|--|---------------|-----------------------|-----------------------|
|  | <b>Annexe</b> | <b>2004</b>           | <b>2003</b>           |
| <b>Créanciers</b>                            |               | <b>972'290.85</b>     | <b>1'378'712.60</b>   |
| Créanciers prévoyance                        | <b>3.3</b>    | 467'705.95            | 753'549.10            |
| Créanciers immeubles                         |               | 19'045.00             | 159'310.90            |
| Contribution Fonds de garantie               | <b>3.4</b>    | 481'840.15            | 462'202.55            |
| Divers                                       |               | 3'699.75              | 3'650.05              |
| <b>Passifs transitoires</b>                  |               | <b>697'103.20</b>     | <b>796'795.27</b>     |
| Immeubles et Divers                          |               | 697'103.20            | 796'795.27            |
| <b>Provisions et réserves</b>                |               | <b>70'000.00</b>      | <b>8'432'709.75</b>   |
| Autres provisions                            |               | 70'000.00             | 60'000.00             |
| Immeubles                                    |               | 0.00                  | 2'390'000.00          |
| Provision pour fluctuation titres            | <b>3.5</b>    | 0.00                  | 4'477'000.00          |
| Réserve Fonds spécial                        | <b>3.5</b>    | 0.00                  | 1'505'709.75          |
| <b>Capital de couverture des engagements</b> | <b>3.6</b>    | <b>421'487'675.38</b> | <b>394'096'540.44</b> |
| Prestations Libre Passage Actifs             |               | 540'068'000.00        | 524'303'000.00        |
| Réserves mathématiques Pensionnés            |               | 476'007'000.00        | 455'596'000.00        |
| Provision pour vieillissement actifs         |               | 12'193'000.00         | 8'819'000.00          |
| Découvert comptable                          |               | -606'780'324.62       | -594'621'459.56       |
| <b>TOTAL DES PASSIFS</b>                     |               | <b>423'227'069.43</b> | <b>404'704'758.06</b> |



## **COMPTE D'EXPLOITATION AU 31 DECEMBRE 2004**

### **CHARGES**

|   | Annexe     | 2004                 | 2003                 |
|---|------------|----------------------|----------------------|
| <b>Charges de la Prévoyance</b>                   | <b>4.7</b> | <b>56'148'568.56</b> | <b>55'170'716.70</b> |
| <b>Prestations sous forme de rente</b>            |            | <b>45'704'160.70</b> | <b>43'225'898.80</b> |
| Rentes de vieillesse                              |            | 31'276'896.70        | 29'760'912.30        |
| Rentes d'invalidité                               |            | 3'276'682.00         | 2'896'545.80         |
| Rentes aux survivants                             |            | 5'158'395.00         | 5'252'649.00         |
| Rentes d'enfants                                  |            | 873'107.00           | 754'416.70           |
| Pont AVS  | <b>4.1</b> | 5'119'080.00         | 4'561'375.00         |
| <b>Prestations de libre passage versées</b>       |            | <b>9'881'368.35</b>  | <b>11'376'104.70</b> |
| A une institution de prévoyance                   |            | 3'107'598.55         | 2'668'185.20         |
| Sur compte Libre passage                          |            | 2'421'490.25         | 3'716'402.80         |
| Versements en espèces                             |            | 202'132.15           | 36'626.65            |
| Remboursement cotis                               |            | 1'911.40             |                      |
| Accession à la propriété                          | <b>4.2</b> | 3'354'534.65         | 4'605'106.80         |
| Pour cas de divorce                               | <b>4.2</b> | 793'701.35           | 349'783.25           |
| <b>Autres charges</b>                             |            | <b>563'039.51</b>    | <b>568'713.20</b>    |
| Participation au fonds de garantie LPP            | <b>4.3</b> | 483'716.75           | 462'202.55           |
| Expertises médicales                              |            | 53'312.50            | 46'883.30            |
| Intérêts moratoires                               |            | 26'010.26            | 59'627.35            |
| <b>Charges de la Fortune</b>                      | <b>4.8</b> | <b>8'537'830.77</b>  | <b>35'195'402.77</b> |
| <b>Charges sur les valeurs nominales</b>          |            | <b>351'532.61</b>    | <b>1'296'046.57</b>  |
| Pertes réalisées                                  |            | 56'178.40            |                      |
| Moins-values non réalisées                        |            | 295'354.21           | 1'296'046.57         |
| <b>Charges sur actions</b>                        |            | <b>1'950'965.26</b>  | <b>4'168'048.63</b>  |
| Pertes réalisées                                  |            | 1'264'808.41         | 2'966'862.97         |
| Moins-values non réalisées sur actions suisses    |            | 58'203.59            | 131'780.80           |
| Moins-values non réalisées sur actions étrangères |            | 627'953.26           | 1'069'404.86         |
| <b>Autres charges</b>                             |            | <b>2'663'182.90</b>  | <b>2'236'288.92</b>  |
| Frais de banques et honoraires mandats gestion    | <b>4.4</b> | 782'243.04           | 1'246'275.11         |
| Perte change                                      |            | 1'880'939.86         | 990'013.81           |
| <b>Charges sur placements immobiliers</b>         |            | <b>3'572'150.00</b>  | <b>27'495'018.65</b> |
| Attribution provision immeuble                    |            | 0.00                 | 250'000.00           |
| Ajustement valeur s/immeubles                     | <b>4.9</b> | 3'572'150.00         | 27'245'018.65        |

|   |            |                       |                       |
|---|------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Charges d'exploitation</b>                                 | <b>4.5</b> | <b>1'611'234.35</b>   | <b>1'615'483.48</b>   |
| <b>Personnel et comité</b>                                    |            | <b>818'407.30</b>     | <b>962'749.90</b>     |
| Salaires et charges sociales                                  | <b>4.5</b> | 775'404.10            | 917'378.20            |
| Formation, jetons présence, représentation, déplacements      |            | 43'003.20             | 45'371.70             |
| <b>Autres frais</b>   |            | <b>618'577.05</b>     | <b>478'514.78</b>     |
| Loyer, chauffage, matériel bureau, ports, tél., frais inform. |            | 190'417.75            | 183'070.10            |
| Frais fiduciaire, actuaires, avocats                          | <b>4.5</b> | 391'315.30            | 241'844.10            |
| Frais assemblée délégués, assurances, divers                  |            | 36'844.00             | 53'600.58             |
| <b>Amortissements</b>   |            | <b>174'250.00</b>     | <b>174'218.80</b>     |
| Matériel et machines de bureau                                |            | 13'500.00             | 13'210.00             |
| Informatique (hard et soft)                                   |            | 122'000.00            | 122'508.80            |
| Aménagement bureaux CRPE                                      |            | 38'750.00             | 38'500.00             |
| <b>Attribution aux capitaux de couverture des engagements</b> |            | <b>39'550'000.00</b>  | <b>37'956'000.00</b>  |
| Prestations de libre passage des actifs                       |            | 15'765'000.00         | 10'247'000.00         |
| Réserve mathématique des pensionnés                           |            | 20'411'000.00         | 24'561'000.00         |
| Provision pour vieillissement de l'effectif                   |            | 3'374'000.00          | 3'148'000.00          |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                      |            | <b>105'847'633.68</b> | <b>129'937'602.95</b> |
| Excédent de charges   |            | -26'288'656.95        | -39'629'010.65        |
| <b>TOTAL</b>  |            | <b>79'558'976.73</b>  | <b>90'308'592.30</b>  |

**PRODUITS**

|   | <b>Annexe</b> | <b>2004</b>          | <b>2003</b>          |
|---|---------------|----------------------|----------------------|
| <b>Produits de la prévoyance</b>                              | <b>4.7</b>    | <b>57'388'556.41</b> | <b>55'897'229.30</b> |
| <b>Contributions des assurés</b>                              |               | <b>25'237'988.81</b> | <b>24'202'137.61</b> |
| Cotisations ordinaires  |               | 19'610'398.10        | 19'538'991.21        |
| Cotisations risques (art 10)                                  |               | 39'188.60            | 61'594.15            |
| Apports libre passage à l'entrée                              |               | 3'433'858.30         | 3'256'835.45         |
| Apports libre passage suite divorce                           |               | 999'463.55           | 449'465.55           |
| Achats à l'admission  | <b>4.6</b>    | 787'797.30           | 661'227.35           |
| Achats taux d'activité  | <b>4.6</b>    | 177'875.30           | 118'097.90           |
| Remboursement accession propriété                             |               | 189'407.66           | 115'926.00           |
| <b>Contributions des employeurs</b>                           |               | <b>32'092'007.60</b> | <b>31'432'166.89</b> |
| Cotisations ordinaires  |               | 29'415'280.40        | 29'304'826.69        |
| Financement pont AVS  |               | 2'676'727.20         | 2'127'340.20         |
| <b>Autres contributions</b>                                   |               | <b>58'560.00</b>     | <b>262'924.80</b>    |
| Rentes AI encaissées  |               | 45'792.00            | 196'415.05           |
| Recettes diverses   |               | 12'768.00            | 66'509.75            |
| <b>Produits de la fortune</b>                                 | <b>4.8</b>    | <b>22'140'100.67</b> | <b>34'116'118.30</b> |
| <b>Produits des valeurs nominales</b>                         |               | <b>7'542'614.81</b>  | <b>9'202'986.22</b>  |
| Revenus sur avoirs banques                                    |               | 106'328.30           | 200'608.73           |
| Revenus des obligations CH et titres analogues                |               | 3'605'302.69         | 4'317'998.26         |
| Revenus des obligations étrangères en CHF                     |               | 577'451.23           | 558'769.16           |
| Revenus des obligations en monnaies étrangères                |               | 1'631'706.40         | 1'213'728.18         |
| Revenus des prêts hypothécaires                               |               | 68'235.00            | 140'648.80           |
| Gains sur obligations et titres analogues                     |               | 1'322'388.31         | 1'052'815.00         |
| Gain de change sur valeurs nominales                          |               | 180'327.88           | 1'032'135.37         |
| Plus-values non réalisées sur obligations et titres analogues |               | 50'875.00            | 686'282.72           |
| <b>Produits des actions</b>                                   |               | <b>8'649'916.35</b>  | <b>20'324'836.93</b> |
| Revenus des actions suisses                                   |               | 1'060'296.70         | 847'907.40           |
| Revenus des actions étrangères                                |               | 343'849.95           | 241'732.44           |
| Gains sur actions et titres analogues                         |               | 2'212'075.51         | 3'162'698.21         |
| Gain de change sur actions                                    |               | 147'653.81           | 1'850'650.87         |
| Plus-values non réalisées sur actions suisses                 |               | 2'477'776.70         | 6'427'317.14         |
| Plus-values non réalisées sur actions étrangères              |               | 2'408'263.68         | 7'794'530.87         |
| <b>Produits des placements immobiliers</b>                    |               | <b>5'947'569.51</b>  | <b>4'588'295.15</b>  |
| Revenus des immeubles (nets)                                  |               | 4'040'935.26         | 3'932'362.09         |
| Revenus des copropriétés                                      |               | 697'934.25           | 655'933.06           |
| Ajustement valeur s/immeubles                                 | <b>4.9</b>    | 1'208'700.00         |                      |
| <b>Autres produits</b>  |               | <b>30'319.65</b>     | <b>295'244.70</b>    |
| Emoluments accès à la propriété                               |               | 6'470.65             | 6'607.85             |
| Dissolution de prov. pour rénovation immeubles                |               | 0.00                 | 260'000.00           |
| Dissolution réserves sur titres                               |               | 0.00                 | 0.00                 |
| Produits divers   |               | 23'849.00            | 28'636.85            |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                     |               | <b>79'558'976.73</b> | <b>90'308'592.30</b> |

## **ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2004**

### **1. Informations générales**

La Caisse de retraite et de prévoyance du personnel enseignant du Canton du Valais (Caisse ou CRPE) est une institution indépendante de droit public, de siège social à Sion, inscrite au registre de la prévoyance professionnelle du canton du Valais.

Elle a pour but d'assurer ses membres et leurs proches contre les suites économiques de l'invalidité, de la vieillesse et du décès. Le plan de prévoyance adopté par la Caisse est un plan en primauté de prestations.

Les organes de la Caisse sont l'Assemblée des délégués, la Commission de gestion, le bureau de la Commission de gestion et les réviseurs de comptes.

La Commission de gestion est un organe paritaire, composé de 6 membres représentants de l'employeur, désignés par le Conseil d'Etat et de 6 membres représentants des employés, désignés par l'Assemblée générale des délégués.

La Caisse est engagée par la signature collective à deux du président ou du vice-président et du directeur ou de son remplaçant. **L'Inspection cantonale des Finances**, organe de contrôle de la CRPE, vérifie chaque année la légalité des comptes, des placements et de la gestion. L'expert agréé en matière de prévoyance professionnelle, **HEWITT SA Neuchâtel**, établit chaque année un bilan actuariel, et détermine lors d'une expertise technique périodique si les dispositions réglementaires de nature actuarielle sont conformes aux prescriptions légales. La dernière expertise technique date du 31.12.2002.

#### **1.1. Statuts, avenants et règlements**

Les dispositions légales applicables à la gestion de la Caisse sont fixées dans les documents et les textes suivants :

- Loi et ordonnances sur la prévoyance professionnelle, loi et ordonnance sur le libre passage, ordonnances sur le Fonds de garantie et l'encouragement à la propriété,
- Statuts 2000 adoptés par l'Assemblée des délégués le 23 juin 1999 et entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2000,
- Avenant no 1 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002,
- Avenant no 2 communiqué à l'Assemblée des délégués le 16 juin 2004 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005,
- Avenant no 3 adopté par l'Assemblée des délégués le 16 juin 2004 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2004,
- Règlement de placement entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999,
- Règlement immobilier entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### **1.2. Fortune de la Caisse**

La fortune de la Caisse provient des cotisations des employeurs et des assurés, des prestations de libre passage transférées à la Caisse et des apports affectés à l'achat d'années d'assurance ainsi que du produit de la fortune.

#### **1.3. Dérogation au principe du bilan en caisse fermée**

La CRPE, institution de droit public, peut, avec l'approbation de l'autorité de surveillance obtenue en 1989, déroger au principe du bilan en caisse fermée lorsque le canton garantit le paiement des prestations dues en vertu de la LPP.

## **2. Placement de la fortune**

### **2.1. Organisation de la gestion**

La fortune de la Caisse est administrée de façon à garantir la sécurité des placements, un rendement raisonnable, une répartition appropriée des risques et la couverture des besoins prévisibles de liquidités.

Pour atteindre ces objectifs, la Commission de gestion a nommé et contrôle une Commission de placements chargée de suivre la gestion du portefeuille-titres et de veiller à ce que les investissements se fassent en conformité avec les différentes dispositions légales.

La CRPE a dénoncé au 31.12.2003 tous ses mandats mixtes et spécifiques existants pour des raisons de restructuration de l'ensemble de son organisation financière. Suite à une analyse de la tolérance au risque effectuée en juillet 2003, l'allocation stratégique de la Caisse a également été modifiée et acceptée par la Commission de gestion. Cette nouvelle structure financière valable depuis le 01.01.2004 se présente dès lors comme suit :

- Obligations suisses : Gestion semi-active effectuée par la Commission de placement par le biais d'investissements directs, fonds ou fondations,
- Obligations en monnaies étrangères : un mandat de CHF 30 millions a été confié au CSAM pour une gestion directe. 2 fonds/fondations complètent ce mandat,
- Actions suisses : un mandat de CHF 17 millions a été confié à IAM Asset Management auquel s'ajoute 3 fonds/fondations. Le rapport gestion active/gestion passive est de 66%/34%. La CRPE gère également, pour des raisons historiques, des titres locaux (BVZ, BCVs, Provins, Valcréation, Valinvest) qui à eux cinq représentent environ CHF 12'300'000.-,
- Actions étrangères : le portefeuille est composé de 3 styles différents : un fonds orienté sur de la gestion active, un autre sur de la gestion passive et la troisième partie, gérée par la Commission de placement via des fonds/fondations, orientée sur de la gestion tactique active. Le rapport gestion active/gestion passive est là aussi de 66%/34%,
- Placements alternatifs : 6 fonds/fondations multi-gérants et multi-styles gèrent cette catégorie de placements. Tout investissement en monnaies étrangères fait depuis novembre l'objet d'une protection systématique de la devise contre CHF.

La Banque dépositaire principale est la Banque cantonale du Valais pour les placements traditionnels et l'UBS pour les placements alternatifs.

Dans un but de rationalisation de la gestion et de diminution des coûts, la Commission de gestion fait très souvent appel à des fonds/fondations de placement. C'est un choix délibéré pour les actions et les placements non-traditionnels hormis les mandats de gestion.

La fortune immobilière est investie dans des immeubles situés en Valais et dans des copropriétés immobilières en Suisse Romande et au Tessin.

La gérance de tous nos immeubles est assumée totalement en extérieur par des professionnels de la branche :

- à Monthey : Fiduciaire Künzle
- à Sion : Régie immobilière Roduit-Bourban
- à Brigue : Treuhand AG Viktor Kämpfen

### **2.2. Commission de placements**

La Commission de placements (CP) est composée de 5 membres :  
MM. Jacques-André Schneider, président de la CG, président de la CP  
Gérald Duc, vice-président de la CG  
Patrice Vernier, directeur de la Caisse  
David Chambovey et Dominique Dubuis

Au cours de cet exercice, elle s'est réunie à neuf reprises. Elle a pour mission de :

- veiller à l'application de la stratégie à long terme choisie par la Commission de gestion,
- appliquer l'allocation tactique des placements,
- sélectionner les gérants externes de mandats de gestion ainsi que les fonds ou fondations, avant de soumettre ses propositions à la Commission de gestion pour ratification,
- fixer les indices de référence permettant de comparer les résultats obtenus,
- surveiller les résultats obtenus en les comparant aux références et entre eux,
- s'efforcer de rester informée sur les nouveautés de placement dans le marché,
- préparer les rapports et propositions à l'intention de la Commission de gestion.

### 2.3. Principes de placement

Le placement de la fortune doit respecter l'analyse des actifs-passifs de la Caisse ainsi que les dispositions légales applicables à ce domaine. Sur base de réflexions consolidées par divers avis de spécialistes, la Commission de gestion conjointement avec la Commission de placement et le Directeur ont finalement décidé de modifier dès 2004 l'allocation stratégique de la Caisse en augmentant la part actions de 20 à 25% au détriment de la part obligataire et en introduisant jusqu'à concurrence de 6% une nouvelle catégorie de placements : les placements alternatifs. Cette décision a été motivée par l'évolution structurelle et conjoncturelle de l'environnement de la Caisse ainsi que par l'objectif principal demandé par le Conseil d'Etat, à savoir : atteindre 80% de degré de couverture d'ici 2020.

Son implémentation s'est concrétisée dès février. Celle-ci a été redéfinie comme suit :

| Catégories de placement        | Indice                  | Benchmark en % | Fourchette en % |               |
|--------------------------------|-------------------------|----------------|-----------------|---------------|
|                                |                         |                | Min.            | Max.          |
| <b>Total Revenu Fixe</b>       |                         | <b>42.00%</b>  | <b>34.00%</b>   | <b>55.00%</b> |
| Liquidités                     | CHF 3 Mois CHF          | 3.00%          | 1.00%           | 5.00%         |
| Obligations suisses en CHF     | Swiss Domestic Bond Ind | 28.00%         | 25.00%          | 35.00%        |
| Obligations étrangères en M.E. | Salomon WGBI en CHF     | 11.00%         | 8.00%           | 15.00%        |
| <b>Total Immobilier</b>        | CRPE                    | <b>27.00%</b>  | <b>20.00%</b>   | <b>35.00%</b> |
| Fonds Immobiliers & Immobilier |                         | 27.00%         |                 |               |
| <b>Total Actions</b>           |                         | <b>25.00%</b>  | <b>20.00%</b>   | <b>30.00%</b> |
| Actions suisses                | SPI                     | 13.00%         | 10.00%          | 15.00%        |
| Actions étrangères             | MSCI en CHF             | 12.00%         | 10.00%          | 15.00%        |
| <b>Total Alternatifs</b>       |                         | <b>6.00%</b>   | <b>2.50%</b>    | <b>7.50%</b>  |
| Alternatifs                    | CSFB Tremont Inv.       | 6.00%          | 2.50%           | 7.50%         |

Les principales modifications par rapport à la stratégie 2003 ont été les suivantes :

- Augmentation de la part actions de 20% à 25% (10% à 13% pour la Suisse et 10% à 12% pour l'étranger)
- Nouvelle catégorie de placement : Placements alternatifs de 0% à 6%
- Diminution de la part Obligations de 50% à 39% (42,5% à 28% pour la Suisse et 7,5% à 11% pour l'étranger).

Cette allocation vise un objectif de rendement à moyen terme des capitaux de 4,5% à 5%.

## **Principes d'évaluation**

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| a) Obligations suisses*                | valeur de marché au 31.12.        |
| b) Obligations étrangères en CHF*      | valeur de marché au 31.12.        |
| c) Obligations en monnaies étrangères* | valeur de marché en CHF au 31.12. |
| d) Actions suisses                     | valeur de marché au 31.12.        |
| e) Actions étrangères                  | valeur de marché en CHF au 31.12. |
| f) Placements alternatifs              | valeur de marché au 31.12.        |
| g) Fonds, fondations de placement      | valeur de marché en CHF au 31.12. |
| g) Immeubles**                         | valeur de rendement               |

\*Au 31.12.2004, et afin de respecter les nouvelles dispositions comptables Swiss GAAP RPC 26 visant à évaluer tous les actifs mobiliers à la valeur dite « de marché ou boursière » à la date du bilan, la Caisse a modifié la comptabilisation des placements obligataires. Evalués jusqu'ici à la valeur nominale, ils seront désormais évalués à la valeur de marché.

\*\*Au 31.12.2004, du fait que les normes Swiss GAAP RPC 26 interdisent désormais tout effet de lissage dans l'évaluation des actifs, la Caisse doit désormais évaluer les immeubles à la valeur de rendement, soit à la valeur locative brute du dernier exercice capitalisée au taux technique de la Caisse + une marge de 2%.

Pour le calcul de la provision pour fluctuation de titres, la Caisse a fait ajouter dans son règlement de placement une procédure permettant d'atteindre un objectif précis en tenant compte de la volatilité des différentes catégories de placement et ceci avec un degré de probabilité de 95%.

### **2.4. Consultant externe**

La Caisse a confié à Lusenti Partners Sàrl, par contrat du 22 décembre 2003 renouvelable d'année en année, un mandat de contrôle de la gestion des placements et de suivi des performances. Ce consultant pourra également être appelé à produire d'autres informations spécifiques à la Commission de gestion comme par exemple cette année, un rapport rédigé sur la nouvelle organisation et structure financière de la Caisse. Outre quelques suggestions proposées et prises en compte par la Caisse, celui-ci souligne que l'organisation, la répartition des tâches entre les différents organes, les modalités de la réalisation des placements et le reporting sont efficaces, professionnels et répondent aux exigences d'une gestion de fortune institutionnelle moderne.

### **2.5. Politique de placement**

Tactiquement, la politique de placement de la Caisse est restée toute l'année très proche de la stratégie. Aucun pari n'a été pris compte tenu des incertitudes qui régnaient sur les marchés. L'introduction d'une nouvelle catégorie de placement s'est faite avec comme objectif d'ajouter une diversification supplémentaire au portefeuille et de réduire son risque tout en maintenant sa rentabilité par l'introduction de placements très faiblement corrélés avec les placements traditionnels.

Les placements effectués dans le courant de l'exercice ont surtout été concentrés sur des actions que la Caisse a surpondérées et dans la constitution de ces placements non-traditionnels.

### **2.6. Résultat des placements et performance**

| Catégories             | Pondération    | TRIM I       | TRIM II       | TRIM III     | TRIM IV      | CUMUL        |
|------------------------|----------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>31.12.2004</b>      |                |              |               |              |              |              |
| Liquidités             | 5.48%          | 0.04%        | 0.04%         | 0.09%        | 0.15%        | 0.33%        |
| Obligations suisses    | 28.56%         | 1.74%        | -1.22%        | 1.57%        | 0.86%        | 2.96%        |
| Obligations étrangères | 10.38%         | 3.82%        | -4.30%        | 3.14%        | -1.03%       | 1.42%        |
| Immobilier             | 23.71%         | 1.11%        | 1.11%         | 1.11%        | 1.17%        | 4.59%        |
| Actions suisses        | 13.90%         | 3.76%        | 3.46%         | -1.88%       | 3.73%        | 9.26%        |
| Actions étrangères     | 12.69%         | 5.31%        | -1.65%        | -2.29%       | 1.51%        | 2.72%        |
| Alternatifs*           | 5.27%          |              | -1.70%        | 0.39%        | 2.48%        | 1.13%        |
| <b>Global</b>          | <b>100.00%</b> | <b>2.43%</b> | <b>-0.31%</b> | <b>0.62%</b> | <b>1.30%</b> | <b>4.07%</b> |

\*depuis avril

La performance 2004 de l'ensemble du portefeuille a atteint **un résultat de 4,07%** contre 5,89% l'an dernier. Les méthodes de calcul permettant de la déterminer ont été auditées par le consultant de la Caisse Lusenti Partners Sàrl. Ce résultat se situe en ligne avec l'indice principal de référence de la Caisse qui est son allocation stratégique telle que fixée par la Commission de gestion.

Le tableau ci-dessous reflète l'évolution des résultats de la CRPE sur les 5 dernières années comparée aux résultats réalisés par la stratégie.

| Année                      | Performance de la référence | Performance CRPE |
|----------------------------|-----------------------------|------------------|
| 2000                       | 2,78%                       | - 0,01%          |
| 2001                       | - 0,83%                     | - 3,10%          |
| 2002                       | - 0,20%                     | - 3,60%          |
| 2003                       | 6.19%                       | 5,89%            |
| 2004                       | 4.03%                       | 4.07%            |
| <b>Moyenne 2000 - 2004</b> | <b>2.36%</b>                | <b>0.58%</b>     |

## 2.7. Respect de l'allocation stratégique, des marges de fluctuation et des limites OPP2

| Catégories d'actifs              | Valeur de marché<br>31.12.2004 | Allocation<br>stratégique | Allocation<br>effective | Marges   | OPP2    |
|----------------------------------|--------------------------------|---------------------------|-------------------------|----------|---------|
| Liquidités et placements à terme | 23'053'989                     | 3.00%                     | 5.48%                   | 1-5%     | 100.00% |
| Obligations suisses              | 120'050'145                    | 28.00%                    | 28.56%                  | 25-35%   | 100.00% |
| Obligations en ME                | 43'635'320                     | 11.00%                    | 10.38%                  | 8-15%    | 20.00%  |
| Actions suisses                  | 58'433'861                     | 13.00%                    | 13.90%                  | 10-15%   | 30.00%  |
| Actions étrangères               | 53'350'915                     | 12.00%                    | 12.69%                  | 10-15%   | 25.00%  |
| Placements alternatifs           | 22'155'326                     | 6.00%                     | 5.27%                   | 2.5-7.5% |         |
| Immobilier                       | 99'678'850                     | 27.00%                    | 23.71%                  | 20-35%   | 50.00%  |
| <b>Total</b>                     | <b>420'358'406</b>             | <b>100.00%</b>            | <b>100.00%</b>          |          |         |

Le dépassement de la limite supérieure des liquidités provient d'importants apports de capitaux (PLP, rachats d'années ou d'activité) enregistrés en décembre.

## 2.8. Respect des limites globales OPP2

| Catégories d'actifs<br>au 31.12.2004 | Allocation<br>effective | OPP2   |
|--------------------------------------|-------------------------|--------|
| Immobilier et actions                | 50.31%                  | 70.00% |
| Actions CH et actions étrangères     | 26.59%                  | 50.00% |
| Obligations étr en CHF et en ME      | 14.99%                  | 30.00% |
| Obligations en ME et actions étr.    | 23.07%                  | 30.00% |



## 2.9. Gestion de la fortune immobilière-Etat au 31.12.2004

| IMMEUBLE                              | Valeur compt.<br>2003 | Valeur compt.<br>2004 | Résultat<br>net 2003 | Résultat<br>net 2004 | Rdt net<br>2003 | Rdt net<br>2004 | Rdt net<br>2004** |
|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| APOLLO                                | 32'740'800.00         | 29'862'300.00         | 1'665'182.54         | 1'692'542.61         | 5.09%           | 5.17%           | -3.62%            |
| LES GRANGES                           | 2'118'200.00          | 1'907'200.00          | 88'287.45            | 98'306.95            | 4.17%           | 4.64%           | -5.32%            |
| POTENCES                              | 11'112'100.00         | 11'374'100.00         | 389'099.30           | 357'302.60           | 3.50%           | 3.22%           | 5.57%             |
| BEAUMONT                              | 5'060'700.00          | 5'082'400.00          | 188'244.75           | 198'016.10           | 3.72%           | 3.91%           | 4.34%             |
| ETRIER                                | 5'711'600.00          | 5'832'900.00          | 216'376.65           | 182'761.10           | 3.79%           | 3.20%           | 5.32%             |
| UNION                                 | 2'031'200.00          | 1'655'850.00          | 67'784.30            | 71'273.80            | 3.34%           | 3.51%           | -14.97%           |
| CHAMPSEC                              | 18'276'200.00         | 18'522'700.00         | 873'610.35           | 881'365.20           | 4.78%           | 4.82%           | 6.17%             |
| PERLE DU SCEX                         | 8'857'200.00          | 9'201'200.00          | 453'776.75           | 520'366.90           | 5.12%           | 5.88%           | 9.76%             |
| BUREAUX CRPE                          | 600'000.00            | 600'000.00            | 39'000.00            | 39'000.00            | 6.50%           | 6.50%           | 6.50%             |
| MARQUISAT                             | 3'650'000.00          | 3'564'700.00          | 145'629.85           | 151'462.65           | 3.99%           | 4.15%           | 1.81%             |
| METROPOLE                             | 3'332'200.00          | 3'318'900.00          | 170'371.39           | 174'760.60           | 5.11%           | 5.24%           | 4.85%             |
| ICC (6,5 0/00)                        | 2'353'100.00          | 2'447'900.00          | 50'271.06            | 113'708.80           | 4.63%           | 4.83%           | 8.86%             |
| TERRASSE (1er achat 3%)               | 818'182.00            | 1'618'400.00          | 42'960.68            | 85'624.00            | 5.25%           | 5.71%           | 13.60%            |
| TERRASSE (2ème achat 2.5%) - juill.03 | 681'818.00            |                       | 18'750.00            |                      | 2.75%           |                 |                   |
| PARCO MARAINI                         | 5'129'000.00          | 4'690'300.00          | 188'950.08           | 172'378.20           | 3.68%           | 3.36%           | 3.49%             |
|                                       | 102'472'300.00        | 99'678'850.00         | 4'598'295.15         | 4'738'869.51         | 4.54%           | 4.62%           | 2.32%             |

\*\* après amortissement et correction de valeur

Globalement, le rendement des immeubles a évolué conformément aux attentes de la Caisse. L'exercice 2004 a permis de dégager des recettes nettes de CHF 4'738'870.-, soit environ CHF 100'000.- de plus qu'en 2003. Ce résultat apporte une **rentabilité nette de 4,62%** après dissolution des provisions pour rénovation. En tenant compte des amortissements extraordinaires commentés au point 4.9., celle-ci s'élève toutefois à 2,32%.

### Copropriétés

La CRPE a vendu une partie de la copropriété Parco Maraini à Lugano dont elle détient 21,5% pour un montant de CHF 430'000.- et essaye actuellement de vendre le solde de sa part de copropriété. Des raisons de rentabilité future, de concentration de risque de loyers et d'optimisation de diversification justifient la décision de la Commission de gestion.

### Evaluation des immeubles et copropriétés

L'an dernier, la Caisse avait modifié la méthode d'évaluation de son parc immobilier en retenant la valeur de rendement lissée sur trois ans comme valeur comptable. Aujourd'hui, suite aux directives de la nouvelle norme comptable RPC 26 applicable aux institutions de prévoyance, la Caisse se voit à nouveau contrainte de modifier sa méthode puisque ces normes interdisent tout effet de lissage sur les résultats. C'est la raison pour laquelle, la Caisse recourra désormais à la valeur de rendement calculée sur le dernier exercice comme méthode d'évaluation de ses immeubles. Celle-ci consiste donc à **prendre l'état locatif brut de l'exercice capitalisé au taux technique de la Caisse plus une marge de 2%, soit aujourd'hui à 6,5%. Cette marge tient compte des coûts d'exploitation, des provisions et des risques locatifs.** L'immeuble Union ainsi que la part de copropriété Parco Maraini ont été évalués à la valeur de liquidation étant donné l'objectif à court terme de la Caisse de s'en séparer.

### Rénovations – Entretien et Provisions pour immeuble

La Caisse a poursuivi son programme de rénovation de ses immeubles. Environ CHF 70'000.- de travaux de rénovation ont été effectués. Par ailleurs, et en conformité avec la nouvelle norme comptable RPC26, les provisions de rénovation qui atteignaient globalement CHF 2'390'000.- ont été dissoutes et attribuées au capital de couverture des engagements.

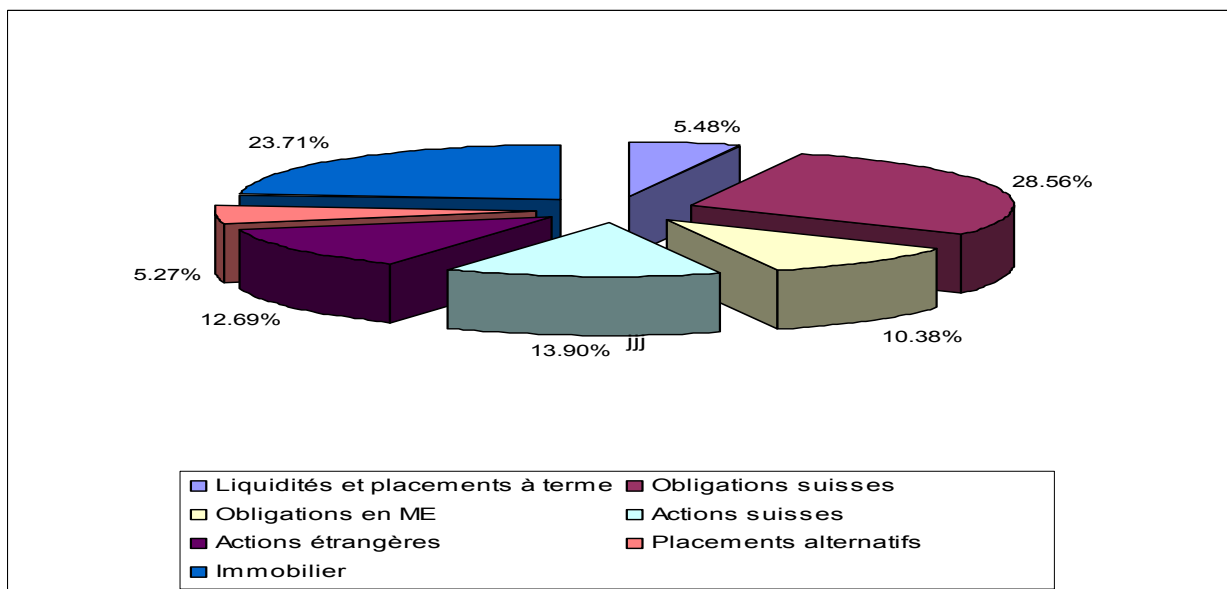
### 3. Commentaires relatifs au bilan

Le bilan de la Caisse a augmenté de 4,57% en 2004 alors qu'il baissait de 0,74% en 2003. Ce retournement s'explique par l'amélioration du climat des marchés financiers dont la Caisse a bien tiré profit.

La structure de l'actif est presque exclusivement constituée des placements et des liquidités, les autres rubriques ne représentant que le 0,67% du total du bilan.

Consécutivement à la restructuration de l'allocation stratégique et à la reprise boursière, la part des actions marque une forte progression. Les placements alternatifs apparaissent pour la première fois dans le bilan.

#### Structure de l'actif du bilan



#### 3.1. Créances Pont AVS, Assurés et Autres Créances

Ces créances sont constituées d'une part de financement du Pont AVS non entièrement payé par l'employeur, des avances AI que la Caisse doit récupérer auprès de cette assurance ainsi que des cotisations non entièrement versées en 2004 de la part d'institutions externes et d'assurés privés.

### 3.2. Valeurs nominales et valeurs réelles

Les fortes variations des investissements dans les différentes catégories de placement s'expliquent essentiellement par la modification de l'allocation stratégique nouvellement définie depuis le début 2004 par la Caisse. Une diminution importante de la part obligataire CHF s'est principalement faite en faveur des actions, des obligations en monnaies étrangères et des placements alternatifs. Dans la catégorie Obligations en monnaies étrangères, l'Euro joue un rôle prépondérant vu le niveau attrayant des taux en Europe et la stabilité de la monnaie vis-à-vis du franc suisse.

La Caisse a investi CHF 22 millions dans la nouvelle catégorie de placement : Placements non-traditionnels. Afin d'éliminer au maximum le risque lié à ces stratégies, la Commission de placements a décidé de procéder uniquement par le biais de fonds de fonds multi-gérants et multi-styles.

Opérations dérivées en monnaies étrangères : dans le cadre de son mandat, le CSAM est autorisé à recourir à des opérations dérivées en monnaies étrangères sur le portefeuille obligataire. Ces opérations respectent le but de l'art 56a OPP2 ; en effet, toutes les opérations sont couvertes, elles n'exercent pas d'effet de levier sur la fortune globale et elles respectent les limites prévues aux art. 54 et 55 OPP2. Par ailleurs, le seul placement alternatif exprimé en USD fait également l'objet d'une protection devise contre CHF. Voici la liste des opérations :

| Banque       | A/V   | Monnaie | Montant     | Echéance | Prix    | Monnaie | Montant   | Cours 31.12. | Montant   | Valeur CHF | Gain/Perte     |
|--------------|-------|---------|-------------|----------|---------|---------|-----------|--------------|-----------|------------|----------------|
| <b>CSAM</b>  |       |         |             |          |         |         |           |              |           |            |                |
|              | Achat | JPY     | 170'000'000 | févr.05  | 138.9   | Euro    | 1'223'902 | 139.7126     | 1'216'784 | 1'880'659  | -11'003        |
|              | Achat | GBP     | 20'000      | févr.05  | 1.4409  | Euro    | 28'818    | 1.4099       | 28'198    | 43'586     | -956           |
|              | Achat | USD     | 520'000     | févr.05  | 1.33685 | Euro    | 388'974   | 1.364265     | 381'158   | 589'117    | -12'081        |
|              | Achat | NOK     | 3'300'000   | févr.05  | 0.12151 | Euro    | 400'973   | 0.12136      | 400'488   | 619'002    | -740           |
| <b>UBS</b>   |       |         |             |          |         |         |           |              |           |            |                |
|              | Vente | USD     | 2'500'000   | févr.05  | 1.1325  | CHF     | 2'831'250 | 1.1371       | 2'842'750 | 2'842'750  | -11'500        |
| <b>TOTAL</b> |       |         |             |          |         |         |           |              |           |            | <b>-36'280</b> |

### 3.3. Créanciers Prévoyance

Les créances de CHF 467'706.- sont dues aux assurés ayant quitté la Caisse en fin d'année et à ceux n'ayant pas indiqué leur nouvelle institution de prévoyance.

### 3.4. Contribution au fonds de garantie

Selon les dispositions de la LPP et de l'ordonnance sur le fonds de garantie, celui-ci a pour but d'assumer deux tâches principales : versement de subsides aux IP dont la structure d'âge est défavorable et garantir les prestations des IP devenues insolubles. La CRPE participe au financement de ce fonds pour un montant de CHF 483'717.- payé en juin de chaque année.

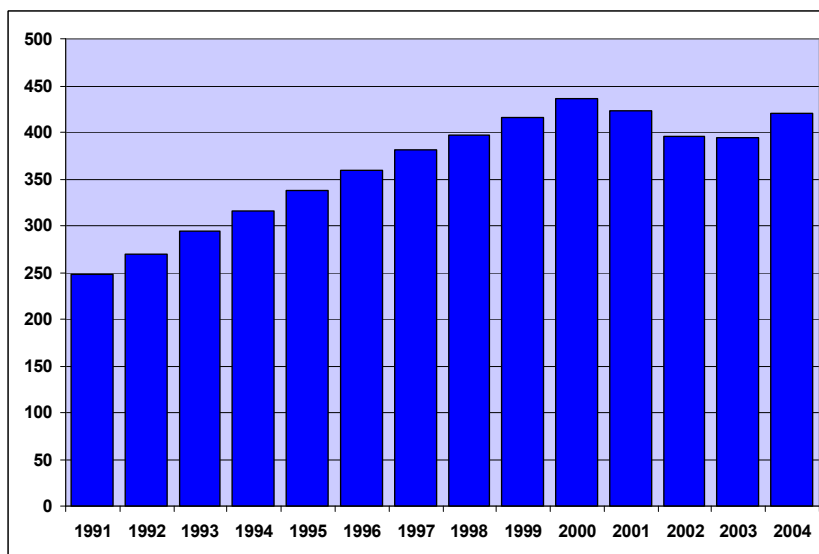
### 3.5. Provisions pour fluctuation de titres et fonds spécial

Compte tenu de l'allocation stratégique déterminée par la Caisse, le montant limite supérieur prévu selon la méthode retenue pour l'attribution à la provision pour fluctuation de titres est de CHF 55'601'000.-. Ce montant a été calculé avec une probabilité de réalisation de 95%. Toutefois, tant et aussi longtemps que la Caisse présente un découvert, elle ne pourra pas constituer de provisions pour fluctuations de valeurs (Normes Swiss GAAP RPC26). C'est la raison pour laquelle la Commission de gestion a décidé de dissoudre cette provision qui se montait à CHF 4'477'000.- au profit du capital de couverture des engagements de la Caisse.

Il en va de même avec le Fonds spécial dont le montant représentait CHF 1'505'710.- à fin 2003. Celui-ci a également été dissous, mais nécessite cependant formellement une approbation par la prochaine Assemblée des délégués.

### **3.6. Capital de couverture des engagements**

L'ensemble des prestations de libre passage des actifs, les réserves mathématiques des pensionnés et la provision pour vieillissement s'élèvent à CHF 1'028'268'000.- au 31.12.2004 selon le bilan technique établi par Hewitt SA. Leur augmentation de CHF 39'550'000.- n'a pu être que partiellement compensée par les revenus de la fortune. Le tableau ci-dessous reflète l'évolution du capital de couverture des engagements de la Caisse depuis 1991 en millions de CHF.



### **4. Commentaires relatifs au compte d'exploitation**

Après l'attribution nécessaire aux engagements de la Caisse qui ont augmenté de CHF 39'550'000.-, le compte d'exploitation dégage un excédent de charges de CHF 26'288'657.-. Ce résultat, certes négatif, est à nouveau en nette amélioration par rapport à l'exercice 2003 et se justifie principalement par un bon comportement des marchés financiers et accessoirement par l'amortissement immobilier décidé par notre Caisse l'an dernier. Contre une légère augmentation des charges de prévoyance d'environ CHF 1'000'000.-, les charges de la fortune ont pu être abaissées d'environ CHF 26'658'000.- après amortissement.

En ce qui concerne les produits de prévoyance, l'exercice 2004 s'est révélé meilleur que le précédent (+ CHF 1'491'327.-) ; en revanche, les recettes de la fortune ont diminué de 35% à CHF 22'140'101.-. La baisse s'explique principalement par un comportement des marchés actions moins bien orienté qu'en 2003, puisque la performance moyenne était d'environ 22% contre 5 à 6% cette année. Les recettes de prévoyance ont permis de couvrir les charges de prévoyance à hauteur de 102,2%.

#### **Adaptation des rentes au renchérissement**

Principal poste du compte de charges, les prestations versées sous forme de rente ont augmenté de 5,73% en 2004.

Compte tenu de la situation financière globale de la Caisse, du faible niveau d'inflation, d'une indexation salariale inférieure à 1,5%, de l'indexation des rentes AVS pour 2004 et du coût élevé d'une adaptation des rentes pour la Caisse, la Commission de gestion a décidé conformément aux dispositions statutaires en vigueur de ne pas indexer les rentes pour l'exercice 2005.

#### **4.1 Prestations Pont AVS**

La forte augmentation des rentes Pont AVS de 12,2% s'explique par le départ de plus en plus tôt des assurés en retraite anticipée. Cette situation s'aggravera encore dans les prochaines années si l'on examine la pyramide des âges des assurés actifs de la Caisse.

#### **4.2 Prestations pour accession à la propriété**

La Caisse a honoré 44 demandes d'encouragement à la propriété en 2004 se répartissant de la façon suivante : 29 à titre d'acquisition et 15 à titre d'amortissement d'engagements hypothécaires. Le montant moyen retiré correspond à CHF 76'239.-.

L'Assemblée des délégués de juin 2004 a accepté la modification proposée par la Commission de gestion de l'article 67 des statuts. La nouvelle réglementation des retraits offre à la Caisse une meilleure protection contre des versements anticipés importants à exécuter dans un délai très court. Le nouveau délai pour le retrait est de 24 mois pour le remboursement de prêts hypothécaires.

Les versements effectués par la Caisse dans le cadre de divorce ont plus que doublé. Ils ont en revanche été compensés par la forte augmentation des prestations reçues par nos assurés, montant qui lui aussi a plus que doublé. Le solde net est positif pour la Caisse.

#### **4.3 Fonds de garantie**

La participation de la Caisse au Fonds de garantie LPP s'est élevée à CHF 483'717.- en 2004. La Caisse doit verser au Fonds 0,06% des salaires coordonnés pour des subsides pour structure d'âge défavorable et 0,04% sur la totalité des PLP des assurés actifs et des rentes en cours multipliées par 10.

#### **4.4 Frais de banque et honoraires de gestion**

Un des objectifs de la Direction était de diminuer les coûts liés à ce poste. La réorganisation financière de la Caisse permet de compresser les frais de banque et de gestion discrétionnaire. 2004, année de transition, a enregistré une charge de CHF 782'243.- contre CHF 1'246'275.- en 2003. Cela représente une diminution de 37%. Ces frais étaient encore de l'ordre de CHF 1'807'000.- en 2002.

#### **4.5 Charges d'exploitation**

Le poste salaires, charges sociales et formation enregistre à nouveau une baisse de 15% en 2004 après une baisse de 4,7% en 2003. L'explication est à chercher dans la diminution d'un poste à plein temps à 85%, dans la diminution de l'attribution de provision pour paiement futur de rentes pont AVS aux collaborateurs de la Caisse et dans l'absence d'indemnité en capital versée au personnel démissionnaire de la Caisse.

Le poste Fiduciaire, actuaire, avocats a enregistré une augmentation des charges de 62% pour atteindre CHF 391'315.-. Inutile de rappeler la nécessité de ces dépenses si la Caisse entend obtenir réparation de ses dommages.

#### **4.6 Achats à l'admission, achats de taux d'activité**

La systématique mise en place par la Caisse en 2003 continue de porter ses fruits puisque les achats effectués en 2004 ont dépassé de 23,9% les chiffres obtenus en 2003. Cette procédure a permis à la Caisse d'encaisser un montant de CHF 965'673.-

#### 4.7 Evolution des produits et charges de la prévoyance

|             | Prdts Prévoyance | Charges Prévoyance | Excédent   | Rapport |
|-------------|------------------|--------------------|------------|---------|
| <b>1981</b> | 24'134'575       | 13'420'237         | 10'714'338 | 179.8%  |
| <b>1985</b> | 23'924'587       | 16'783'875         | 7'140'712  | 142.5%  |
| <b>1990</b> | 31'665'548       | 21'152'560         | 10'512'988 | 149.7%  |
| <b>1995</b> | 40'011'731       | 32'558'737         | 7'452'994  | 122.9%  |
| <b>1999</b> | 43'517'579       | 36'950'352         | 6'567'227  | 117.8%  |
| <b>2000</b> | 47'660'684       | 42'858'179         | 4'802'505  | 111.2%  |
| <b>2001</b> | 54'797'401       | 49'963'070         | 4'834'331  | 109.7%  |
| <b>2002</b> | 54'119'085       | 56'617'967         | -2'498'882 | 95.6%   |
| <b>2003</b> | 55'897'229       | 55'170'717         | 726'512    | 101.3%  |
| <b>2004</b> | 57'388'556       | 56'148'569         | 1'239'987  | 102.2%  |

La tendance de ce rapport est clairement baissière. Elle témoigne du prochain défi que la Caisse va devoir relever. Avec une pyramide des âges défavorable, un allongement de l'espérance de vie, une féminisation de la profession, une décapitalisation à court terme devient inévitable sans mesures immédiates d'assainissement.

#### 4.8 Produits de la fortune

Compte tenu de la hausse des marchés actions beaucoup plus modeste en 2004 qu'en 2003, les postes plus-values/moins-value non réalisées ont enregistré de fortes diminutions. Ils représentent CHF 3'955'404.- contre CHF 12'410'898.- en 2003. Pour les ventes réalisées (actions, devises et obligations), la différence nette entre les gains et les pertes affiche un résultat positif de CHF 660'519.-.

#### 4.9 Ajustement valeur immeuble

Les modifications de valeur enregistrées dans ce poste proviennent de la modification de la méthode comptable utilisée pour les immeubles de la Caisse. Certains immeubles affichent un meilleur état locatif théorique que celui correspondant à la moyenne des trois dernières années. Ceux-là ont dû être réévalués ; d'autres, comme Apollo, avaient été comptabilisés avec les avances de charges et ont par conséquent dû être dévalués. Sur l'ensemble du parc, la dévaluation nette se monte à CHF 2'363'450.- pour 2004.

Il est important de relever que dans ce calcul, l'immeuble « L'Union » ainsi que la copropriété « Parco Maraini » ont dû être évalués à la valeur de liquidation pour des raisons de vente à court terme de ces objets; en effet, le premier a été vendu début février 2005 à CHF 1'655'850.- ; le deuxième objet, en cours de vente, devrait permettre de dégager un bénéfice par rapport à sa valeur comptable.

## 5. Informations de nature actuarielle

### 5.1 Evolution de la situation actuarielle de la Caisse

|  | au 31.12.2004        | au 31.12.2003      |
|--|----------------------|--------------------|
| <b>Capital de couverture des engagements</b> | <b>421'487'675</b>   | <b>394'097'000</b> |
| Réserve latente                              |                      | 6'694'000          |
| Réserve titres                               |                      | 4'477'000          |
| <b>Fortune disponible</b>                    | <b>421'487'675</b>   | <b>405'268'000</b> |
| <b>Engagement d'assurance</b>                |                      |                    |
| Prestations de libre passage des actifs      | 540'068'000          | 524'303'000        |
| Réserve mathématique des pensionnés          | 476'007'000          | 455'596'000        |
| <b>Total</b>                                 | <b>1'016'075'000</b> | <b>979'899'000</b> |
| Fonds pour vieillissement de l'effectif      | 12'193'000           | 8'819'000          |
| <b>Total des engagements</b>                 | <b>1'028'268'000</b> | <b>988'718'000</b> |
| <b>Excédent de passif</b>                    | <b>606'780'325</b>   | <b>583'450'000</b> |
| <b>Degré de couverture</b>                   | <b>41.0%</b>         | <b>41.0%</b>       |

#### **Bases des données : Tables EVK/HEWITT 2000/4,5%**

En ce qui concerne la reconstitution de la provision pour le vieillissement des effectifs (fonds de renforcement des bases techniques), HEWITT propose une alimentation annuelle de 0,3 % des engagements d'assurance totaux. Cette règle pourra être ajustée par la suite en fonction d'éventuels éléments nouveaux portés à la connaissance des experts de la Caisse. Cette provision a été portée à CHF 12'193'000.- à fin 2004.

### 5.2 Engagements d'assurance

Ce poste correspond aux prestations de libre passage pour les actifs CHF 540'068'000.-, auxquelles s'ajoutent CHF 476'007'000.- de réserve mathématique pour les pensionnés ainsi que CHF 12'193'000.- comme provision pour vieillissement d'effectif.

Au 31.12.2004 nous pouvons constater que :

- les engagements d'assurance pour les PLP des actifs augmentent de + 3,0 %
- les engagements pour les réserves mathématiques des rentes en cours augmentent de + 4,48%

### 5.3 Evolution de la situation financière de la Caisse

Le degré de couverture de la Caisse (= rapport : fortune/engagements d'assurance + provision pour vieillissement de l'effectif) a pu être maintenu grâce aux bons résultats financiers réalisés à 41% à fin 2004. Le **découvert technique** (excédent de Passif) a quant à lui considérablement augmenté et s'élève au 31.12.2004 à environ CHF 607 mios contre CHF 583 mios au 31.12.2003.

## **6. Événements postérieurs à la date du Bilan**

### **6.1 Immobilier**

Dans le cadre de la réorganisation de son parc immobilier, la Commission de gestion a décidé de vendre deux immeubles sis à Sion. Les raisons qui justifient cette décision sont essentiellement dues à des soucis de rentabilité actuelle et de diversification. Un des deux immeubles, à savoir « L'Union », a été vendu courant janvier à CHF 1'655'850.-, montant correspondant à la valeur au bilan 2004 de l'immeuble.

### **6.2 Rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur la CRPE**

Fin janvier, ladite commission a rendu son rapport sur les différentes responsabilités liées à l'administration cantonale et aux problèmes politiques des principaux partenaires de la Caisse. Ce rapport peut être consulté sur le site de l'Etat du Valais. Il fait également partie des documents déposés à la Caisse.

### **6.3 Procédures diverses**

#### **6.3.1. Procédure pénale**

Une instruction pénale a été ouverte contre les anciens dirigeants de la Caisse en juillet 2003 suite à une communication du bureau fédéral en matière de blanchiment. Cette procédure a également été étendue à d'autres avantages obtenus par des organes ou auxiliaires de la Caisse. Les investigations sont toujours en cours.

#### **6.3.2. Procédure civile devant le tribunal d'Instance de Thonon**

Dans le but d'obtenir réparation, la Caisse a obtenu dudit tribunal la possibilité de faire inscrire une hypothèque conservatoire sur une maison, propriété d'un des anciens dirigeants de la Caisse. La cause sera toutefois suspendue jusqu'à droit connu sur le sort du procès pénal pendant en Suisse.

#### **6.3.3. Procédures en paiement de rentes**

La Caisse a suspendu le paiement des rentes aux anciens dirigeants invoquant la compensation avec une partie du dommage subi.



## **DIVERS ET CONCLUSIONS**

L'exercice 2004 aura été pour notre Institution, affaires judiciaires mises à part, la confirmation des difficultés structurelles, conjoncturelles et financières qui vont concerner notre caisse à très court terme ; en effet, après deux années consécutives de performances boursières positives, force est de constater que malgré les bons résultats obtenus, les excédents de recettes financières ne permettent pas de combler l'augmentation des engagements. Les mesures d'assainissement prises jusqu'ici sont insuffisantes, les charges de prévoyance augmentent parallèlement aux produits de même nature, l'évolution des effectifs actifs se maintient péniblement alors que celui des pensionnés ne cesse de croître exponentiellement. Le rapport démographique poursuit sa tendance baissière et ce n'est pas la pyramide des âges des assurés actifs qui nous laissera de l'espoir, bien au contraire. Ce rapport va rapidement tendre vers la parité.

Même si ces deux dernières années, notre Institution a pu réaliser une performance cumulée supérieure à 10%, il ne faut pas oublier que ces résultats dépendent finalement de la santé de l'économie mondiale et demeurent par conséquent très aléatoires. Vouloir planifier une croissance de la fortune sur un taux technique de 4,5% représente aujourd'hui dans un contexte économique aussi difficile, un énorme défi. Ce d'autant plus que la fortune à disposition ne couvre que le 41% des engagements de la Caisse. Il est évident que les conséquences liées à une baisse de ce taux sont douloureuses puisque cela ne ferait qu'augmenter encore les engagements. Néanmoins, la réflexion doit se faire.

Aussi, dans ces perspectives, tenant compte de la fragilité des résultats financiers et à l'aube d'une décapitalisation prochaine, notre Institution a réagi et a entrepris tout ce qui était en son pouvoir pour attirer l'attention des autorités politiques sur les futurs problèmes à résoudre. Ces autorités doivent désormais prendre leurs responsabilités et faire mûrir les mesures d'assainissement et de renforcement de la capitalisation présentées en août dernier et aujourd'hui à l'étude. La situation est urgente, ce d'autant plus que la fortune actuelle de la Caisse ne couvre même plus les engagements d'assurance selon la LPP. L'objectif d'atteindre un degré de couverture de 80% le plus rapidement possible est absolument indispensable au maintien des prestations à long terme à nos assurés.

Au terme de cet exercice, nous aimerions exprimer nos plus vifs remerciements à tous les membres de la Commission de gestion pour l'engagement conséquent qui leur a été demandé tout au long de l'année ainsi que pour leur travail accompli.

Nos remerciements s'adressent aussi au personnel administratif de la Caisse pour leur disponibilité et leur esprit de responsabilité.

Sion, le 03 mars 2005/PV

### **CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU PERSONNEL ENSEIGNANT**

Le Président :

Le Directeur :

Jacques-André SCHNEIDER

Patrice VERNIER

**LISTE DES PRINCIPALES INSTITUTIONS EXTERNES (Affiliés)**

- ASA-VALAIS (7)
  - Ecole Cant.d'Art du Valais (35)
  - Cité Printemps (31)
  - FOVAHM (132)
  - La Chaloupe (5)
  - La Fontanelle (19)
  - St-Raphaël (48)
  - ORIPH (60)
  - Institut Ste-Agnès (6)
  - Institut Don Bosco (16)
  - AEMO (6)
  - Divers (118)
- Insieme (132)  
Kinderdorf St-Antonius (20)

**LISTE DES PRINCIPALES ABREVIATIONS**

- AD : Assemblée des délégués
- AI : Assurance Invalidité
- CC : Compte courant
- CG : Commission de gestion
- CO : Cycle d'orientation
- CP : Commission de placement
- CRPE : Caisse de retraite du personnel enseignant
- DECS : Département Education, Culture, Sport
- Div : Divers
- EVK : Caisse fédérale d'assurances
- GED : Gestion électronique des données
- HEP : Haute Ecole Pédagogique
- IP : Institution de libre passage
- LP : Libre passage
- LPP : Loi sur la prévoyance professionnelle
- ME : Monnaie étrangère
- ML : Monnaie locale
- OPP2 : Ordonnance sur la prévoyance professionnelle
- PLP : Prestation de libre passage
- RE : Rentes d'enfants
- RIT : Rentes pour incapacité de travail
- RM : Réserve mathématique
- RR : Rentes de retraite
- RVf : Rentes de veufs
- RVv : Rentes de veuves

